

L'Eglise du Guatemala contre l'« éducation sexuelle »

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 17 novembre 2009

Le cardinal Rodolfo Quezada Toruño, archevêque métropolitain de Santiago de Guatemala, a [déclaré](#) dimanche lors d'une conférence de presse que l'Eglise catholique va agir en justice pour obtenir la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi qui oblige les écoles publiques à dispenser une « éducation sexuelle » et qui pose le principe de la garantie d'accès aux différentes méthodes de planification familiale dans les centres de santé. Le prélat a précisé qu'une équipe d'avocats avait déjà élaboré le recours qui sera présenté devant la Cour constitutionnelle contre ce texte qui viole « la liberté d'enseignement, la liberté de religion et le droit de la famille d'éduquer », principes explicitement affirmés dans la Constitution guatémaltèque.

La loi avait été adoptée en 2005 mais, sous l'impulsion de l'Eglise catholique, le président d'alors, Oscar Berger, y avait opposé son veto. Le nouvel occupant du poste, Alvaro Colom, a signé la loi le 30 octobre dernier dont l'application dans les écoles est prévue pour la rentrée 2010, avec des cours explicites sur la sexualité et la contraception « adaptés » aux six classes du primaire.

Le cardinal Toruño a refusé la proposition d'Alvaro Colom de participer à l'élaboration de ces cours dont il récuse le principe, et il a appelé les parents à entrer en désobéissance pour faire respecter leurs droits spécifiques en la matière. Il a qualifié le texte d'« acte déplorable » qui va « contre la nature humaine » et contre la Constitution guatémaltèque qui « affirme que la famille est la source de l'éducation et que les parents ont le droit de choisir celle qui sera donnée à leurs enfants ».

Dès début novembre, le cardinal avait rappelé que l'éducation sexuelle n'est pas l'affaire de l'Etat, mais des familles, et il avait appelé celles-ci à ne pas la donner à la manière dont l'Etat veut l'imposer.

Le 5 novembre, l'épiscopat guatémaltèque publiait un [communiqué](#) pointant les irrégularités légales et constitutionnelles du texte, ajoutant que le programme d'éducation sexuelle promu par l'Etat néglige l'éducation à l'abstinence seule capable d'empêcher les nombreuses grossesses adolescentes, alors qu'elle a démontré sa supériorité à la « simple instruction physiologique et contraceptive pratiquée dans de nombreuses régions du monde.

Le communiqué, dont le premier signataire est le cardinal Toruño, dénonce également le fait

que le texte imposant l'éducation sexuelle méconnaît le droit légitime des parents de prendre connaissance de ce qui est enseigné et de se décider en conséquence, ajoutant que la loi fait preuve d' « analphabétisme humaniste et religieux » sous la « pression désinformatrice et partielle de groupes intéressés ».

« Malheur à ceux qui appellent le mal, bien », conclut le communiqué avec Isaïe : « A ceux qui falsifient la défense du bien et de la vérité avec des langages ambigus de "justice, santé et éducation" tout en portant atteinte, en réalité, à la vie humaine et à la dignité de la personne humaine ».

On attend toujours un tel langage épiscopal pour fulminer en France contre l'éducation non moins scandaleuse (et même plutôt davantage parce qu'au Guatemala il est au moins question du droit à la vie) imposée par les programmes de l'Etat aussi bien dans l'enseignement public que privé.

© leblogdejeannesmits